

**Extrait de la déclaration finale du colloque des économistes « pour sortir de la pensée unique », qui a eu lieu à la Sorbonne, à Paris, les 18 et 19 octobre 1996, que l'on trouve dans l'ouvrage « La monnaie unique en débat », paru aux Éditions La Découverte et Syros en 1997 :**

"Les politiques néo-libérales appliquées sans discontinuer depuis près de 15 ans ont rétabli et accru la rémunération des capitaux, étendu l'emprise des investisseurs privés sur la marche de l'économie, restreint l'éventail des choix démocratiques à ceux qui rencontrent l'agrément des marchés financiers. Elles ont simultanément montré leur incapacité à combattre la croissance du chômage, de la pauvreté et des inégalités. Le chômage et la précarité, dans cette optique, ne sont pas des fléaux qu'il faut combattre en priorité, mais des effets secondaires qu'on traite socialement, ou, pire, des leviers pour décourager toute idée de résistance chez les salariés. S'entêter aujourd'hui à prolonger ces politiques néolibérales relève de choix clairs.

Ces politiques s'emploient à créer les conditions de leur irréversibilité. Les règles du marché financier mondialisé et dérégulé, et maintenant les banques centrales indépendantes, cherchent à s'opposer à toute velléité de s'écarter du « droit chemin ». Des taux d'intérêt réels historiquement élevés, des budgets restrictifs, des réductions fiscales variées pour les entreprises ou les catégories aisées, des politiques salariales draconiennes se combinent pour préserver, en moyenne, de hauts niveaux de rentabilité. Il en résulte une croissance de plus en plus inégalitaire, et particulièrement faible en Europe.

Le néo-libéralisme n'est pas porteur d'un projet de société acceptable pour la majorité des populations. Au Nord, au Sud et à l'Est, il exacerbe la concurrence et l'individualisme, et n'offre que la perspective d'un « ajustement » sans fin, synonyme d'insécurité et de pauvreté pour des fractions croissantes de la société. La détresse des laissés-pour-compte favorise en retour les réactions xénophobes et autoritaires.

Nous rejetons l'idée selon laquelle ces évolutions seraient inéluctables. Les mouvements sociaux de la période récente montrent que la recherche d'alternatives crédibles prend aujourd'hui un caractère d'urgence. En même temps, nous ne nous cachons pas l'énormité de la tâche. Le simple retour à des politiques keynésiennes ne constituerait pas une réponse suffisante aux défis que nous posent la cohérence des politiques néo-libérales et la puissance des intérêts qu'elles représentent. Sortir du libéralisme et trouver les voies d'un nouveau plein emploi est une ambition théorique et pratique d'ampleur, qui suppose notamment et indissociablement :

- Des politiques économiques de croissance à l'échelle européenne dans le cadre d'un développement soutenable, tournées vers la création d'emplois stables, convenablement rémunérés et vers la satisfaction de priorités sociales. Une réduction importante de la durée du travail, qui ne soit pas prétexte à maintenir

des politiques d'austérité salariale, mais qui au contraire stimule la croissance.

- Une transformation des objectifs et de la méthode de la construction européenne. La question de la monnaie, unique ou commune, fait débat entre nous, mais nous nous accordons sur deux points clés. L'emploi doit être au cœur du projet européen, ce qui suppose une remise en cause des critères de convergence et *a fortiori* du « pacte de stabilité » qui voudrait les pérenniser. De même que les institutions européennes, la gestion de la monnaie, qui est évidemment essentielle dans une économie monétaire, ne doit pas échapper au contrôle politique démocratique.

- Une réforme profonde des règles de fonctionnement des marchés financiers.

- De profondes innovations institutionnelles et politiques dans de nombreux domaines et tout particulièrement

- dans le domaine du travail : il convient de rouvrir le débat sur l'organisation des entreprises. Nous soutenons, de ce point de vue, que l'initiative, l'autonomie, la créativité des salariés et, plus encore, leur intervention à tous les niveaux de la gestion des entreprises peuvent permettre de combiner l'efficacité, la compétitivité et l'introduction d'une authentique citoyenneté dans l'entreprise ;
- dans le domaine de l'emploi : pour une reformulation des normes d'emploi conciliant sécurité, formation et mobilité, ainsi que l'égalité des sexes ;
- dans le domaine de la fiscalité : pour une plus grande progressivité, une meilleure équité dans la taxation des divers revenus, intégrant notamment les revenus financiers ;
- pour une protection sociale générale de qualité ;
- pour un renouveau de la vie civique, syndicale et associative, dans et hors l'entreprise, pour et par la réduction du temps de travail.